

FISCHER - LANFRANCONI - VOLLENWEIDER
AVOCATS

TÉL. +41 21 320 24 65
FAX +41 21 323 0148
LF@AVOCATLAUSANNE.COM
C.C.P 10-12420-3 – TVA 479 683 725

CHRISTIAN FISCHER
AVOCAT, DOCTEUR EN DROIT

MARC-AURELE VOLLENWEIDER
AVOCAT

LAURENT FISCHER
AVOCAT, DEA EN DROIT, CRIMINALITÉ
ET SÉCURITÉ DES NOUVELLES TECHNOLOGIES,

JULIEN LANFRANCONI
AVOCAT, DEA EN DROIT CIVIL

Bourse		Assainis.	
Greffé		Bâtiments	
RH		Locations	
Bel			
Entrée 07 MARS 2025			
Infras.		Muni	
Urbanisme		OP	
Durabilité		Police	

RECOMMANDÉ
Commune de Bourg-en-Lavaux
Administration communale
Rte de Lausanne 2
Case postale 112
1096 CULLY

1006 LAUSANNE, le 6 mars 2025
9, AV. JUSTE-OLIVIER

Concerne : Enquête publique ouverte du 5 février au 6 mars 2025 concernant le plan d'affectation communale (PACOM) et son règlement

Monsieur le Syndic, Madame, Messieurs les membres de la Municipalité,

Agissant au nom de l'Association Sauver Lavaux, je forme par la présente opposition au plan d'affectation communal (PACOM) et son règlement mis à l'enquête publique du 5 février au 6 mars 2025.

1. Avant de faire valoir ses griefs, ma mandante tient toutefois à saluer l'introduction de nombreuses dispositions intéressantes dans le projet de règlement mis à l'enquête.
2. Les motifs de l'opposition de ma mandante sont les suivants :
 - a. L'article 26 relatif au « patrimoine construit » prévoit que les bâtiments et objets d'importance locale (notés 3) pourraient être « modestement agrandis ». Il serait souhaitable que cette notion soit au moins précisée par une liste d'exemples.

Toujours selon la même disposition, les bâtiments et objets bien intégrés (noté 4) pourraient être « agrandis ». Ma mandante considère que l'ampleur de l'agrandissement devrait être clairement défini et devrait respecter à tout le moins les exigences de la zone dans laquelle l'immeuble s'inscrit.

b. L'article 47 prévoit qu'à l'exception de la zone centrale 15 LAT et sauf dispositions contraires, la forme des toitures est libre. Ma mandante regrette l'adoption d'une telle disposition dans la mesure où elle permet la multiplication des toits plats.

c. L'article 66 RPAC relatif aux constructions existantes prévoit que toute intervention sur les bâtiments existants de la zone centrale 15 LAT doit être conforme aux articles 26 et 63 RPAC.

Selon l'article 26 RPAC, les bâtiments et objets notés en 3 ou en 4 peuvent être agrandis modestement, respectivement agrandis. Cette disposition fait l'objet d'un grief ci-dessus.

Doit-on déduire de l'article 63 RPAC que les articles 68 et suivants s'appliquent également aux agrandissements des constructions existantes ? Dans l'hypothèse où cela ne serait pas le cas, l'opposante considère qu'il serait opportun de limiter la hauteur des agrandissements visant les constructions existantes en zone centrale 15 LAT.

3. Ma mandante se tient bien évidemment à la disposition de la commune souhaiterait organiser une séance de conciliation.

Je vous prie de croire, Monsieur le Syndic, Madame, Messieurs les membres de la Municipalité, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.



Laurent Fischer, av.

Délai

14.03

661F



661F

La Poste Cully
Chemin de Versailles 6
1096 Cully

Bourse	Assainis.
Grefte	Bâtimens
RH	Locations
Bel	
Entrée	0 7 MARS 2025
Infra-	Muni
Urbanisme	OP
Durabilité	Police



98.40.432115.06001509

06.03.25

CH-1006

Lausanne

2107812



580

R Suisse

